Comment, en cinq ans, Mélenchon a doublé ses intentions de vote dans les sondages

John Timsit

Les Insoumis ont tendance à se méfier des sondages comme de la peste, qu'ils accusent de sous-estimer systématiquement le poids de leur mouvement. Sauf, bien sûr, lorsque les tendances leur sont favorables. Nul besoin d'être dans le secret des dieux pour deviner que les mélenchonistes se sont félicités de la dynamique mesurée ce mercredi par l'Ifop pour LCI et *Le Figaro*, qui crédite leur champion de 15 % des intentions de vote. De quoi conforter l'ex-député de Marseille dans sa stratégie de la radicalité et de la conflictualisation à outrance, lui qui brigue l'Élysée une nouvelle fois après trois tentatives infructueuses. Un motif de satisfaction d'autant plus grand que ce score est le double de celui enregistré cinq ans plus tôt, en juillet 2021 (entre 7 % et 7,5 %), par le même institut dans la perspective de la présidentielle.

Si le fondateur de LFI se montre, cette fois, aussi certain d'accéder au second tour, au point de s'imaginer, vingt-quatre ans plus tard, dans la peau du Jacques Chirac de 2002, porté par un vaste front républicain face au Front national, aujourd'hui rebaptisé Rassemblement national, cela tient d'abord au fait que son point de départ est plus élevé qu'en 2021. C'est aussi parce qu'il espère retrouver les dynamiques électorales observées lors de ses campagnes de 2017 et, plus encore, de 2022 - où il avait échoué aux portes de la finale, à seulement 1,2 point de Marine Le Pen -, en incarnant à gauche le vote utile dans la dernière ligne droite.

Pour comprendre cette progression spectaculaire, il faut regarder de plus près la manière dont l'électorat de Jean-Luc Mélenchon s'est progressivement recomposé. Malgré un casting présidentiel sensiblement remanié - entre l'absence d'Emmanuel Macron et une offre politique renouvelée à droite comme à gauche -, la comparaison des deux baromètres Ifop (2021 et 2026) permet d'identifier les catégories de la population qui ont le plus contribué à ce bond. Au-delà de son niveau d'intentions de vote global, c'est sans surprise chez les jeunes de moins de 35 ans que le chef de file de LFI réalise l'un de ses meilleurs gains, en passant de 10-12 % à 26-29 %, soit une poussée d'une quinzaine de points selon les scénarios testés.

Dans le même esprit, il séduit de plus en plus les bacheliers (+15 à +18 points) et les personnes issues du premier cycle universitaire (Deug ou licence), qui sont désormais 20 % à envisager de voter pour lui, contre 4 à 5 % auparavant. Signe que sa ligne politique, articulée depuis 2017 autour de la « bifurcation écologique », puis recentrée, après le 7 Octobre, sur la question palestinienne, trouve un écho auprès d'une partie de la jeunesse diplômée, tout en lui permettant de consolider son ancrage dans les quartiers populaires. Deux viviers électoraux que le quadruple candidat à l'Élysée cible en priorité pour, espère-t-il, conquérir les quelque 400 000 voix qui lui avaient manqué pour accéder au second tour en 2022.

LFI a beau ne pas ménager sa peine pour élargir sa base électorale vers ce qu'elle appelle la « nouvelle France », elle renoue également avec des catégories historiquement ancrées à gauche

De ces premiers éléments sociologiques découle un autre enseignement : son implantation croissante dans les territoires urbains. Le vote mélenchoniste s'y renforce, d'abord dans l'agglomération parisienne, où il passe de 8-10 % à 26-29 %. Plus largement, le leader insoumis gagne du terrain dans l'ensemble de l'Île-de-France (+15 à +18 points), mais aussi dans les communes de province (+7 à +8 points). LFI a beau ne pas ménager sa peine pour élargir sa base électorale vers ce qu'elle appelle la « nouvelle France », elle renoue également avec des catégories historiquement ancrées à gauche. Un paradoxe, alors même que son discours s'est peu à peu déplacé de la question sociale vers des enjeux davantage identitaires.

C'est notamment le cas des chômeurs, chez qui Jean-Luc Mélenchon passe de 3-5 % à 33 % des intentions de vote, ainsi que des ouvriers, où il bondit de 7-11 % à 27-28 %. Car cette percée paraît s'opérer moins au détriment du RN, toujours très puissant dans ces catégories, qu'au sein du reste de la gauche et du bloc central. Plus inattendu, son essor auprès des professions intermédiaires et des cadres. Les premières passent de 5 % à 19-20 %, quand les seconds atteignent 15-16 %, contre 4-5 % cinq ans plus tôt. Autant de signaux attestant de la capacité de l'Insoumis à agréger un électorat plus diversifié qu'en 2021, bien au-delà de son socle traditionnel. Preuve supplémentaire de cette dynamique, Jean-Luc Mélenchon fidélise davantage ses soutiens : quelle que soit l'hypothèse testée, 64 % de ses électeurs de 2022 déclarent vouloir renouveler leur vote, contre seulement 38 % à 40 % de ceux de 2017 à la même période avant la dernière présidentielle.

Reste que la lente « montée des eaux » mélenchoniste, selon l'expression consacrée par le politologue de l'Ifop Jérôme Fourquet à propos du RN, est loin d'être uniforme. L'ex-ministre jospiniste continue de se heurter à plusieurs poches de résistance, des retraités (6 % contre 5 % à 7 %) aux communes rurales, où il ne gagne que quelques points (de 6-8 % à 8-9 %), en passant par les plus de 65 ans, chez qui il stagne autour de 5 % à 7 %. Une sociologie électorale qui reflète, en creux, la stratégie du candidat insoumis : privilégier les métropoles, la jeunesse et les quartiers populaires plutôt que chercher à concurrencer le RN dans la France des campagnes.

Jean-Luc Mélenchon n'avait-il pas lui-même exhorté, à la rentrée 2024, ses troupes à *« mobiliser »* ces catégories, puisqu'elles regroupaient, selon lui, *« la masse des gens qui ont intérêt à une politique de gauche »*, au détriment de *« tout le reste »*, qu'il jugeait être une *« perte de temps »* ? Deux ans plus tard, les évolutions relevées par l'Ifop semblent confirmer ce pari. Sans pour autant briser le plafond de verre auquel le leader LFI continue de se heurter : celui du second tour, où il serait très largement battu par Marine Le Pen (70 % contre 30 %). Difficile, dans ces conditions, d'imaginer que la vapeur puisse s'inverser totalement d'ici à 2027, voire qu'un front républicain se reconstitue en sa faveur. D'autant que, selon une étude Odoxa-Backbone Consulting pour *Le Figaro*, 51 % des Français se disent prêts à faire barrage à Jean-Luc Mélenchon, contre 45 % face à un candidat du RN. ■